



Genève

01 octobre 2018 21:48; Act: 01.10.2018 21:48

Un point pour la formation des maîtres raccourcie

par Jérôme Faas

La Commission parlementaire de l'enseignement supérieur a voté le projet visant à ramener le cursus des instituteurs de quatre à trois ans.



Aujourd'hui, les instituteurs genevois se forment durant un cursus universitaire en quatre ans. (Photo: Keystone)

Une faute?

Raccourcir la formation des instituteurs genevois de quatre à trois ans, voici la tendance qui se dégage au Grand Conseil. La Fédération des associations de parents (Fapeo) l'a annoncé vendredi: le projet de loi PLR visant à limer la durée des études des maîtres a été préavisé favorablement par la Commission de l'enseignement supérieur, après deux ans de travaux. C'était en juin. Dès que le rapport sera rédigé, il sera débattu en plénière. Rien n'est fait, mais le signal politique est clair.

Secrétaire générale de la faïtière des parents, Anne Thorel Ruegsegger s'inquiète. «Nous trouvons que c'est une mauvaise idée. Tous les pays qui nous entourent forment en quatre ans au moins. Cette décision ne repose sur rien d'étayé et n'est pas très respectueuse du travail et des besoins de formation des enseignants, à qui l'on demande toujours plus.» Et d'énumérer: repérer les difficultés des élèves, les typologies des difficultés pour y apporter les bonnes réponses, travailler en équipes pluridisciplinaires, travailler des questions éducatives, de dynamique de groupe, savoir aborder toutes les matières, enseigner trois langues, etc.

«Autrement dit, on en demande de plus en plus.»

Formation de «généralistes» à conserver

Le syndicat des maîtres du primaire, la SPG, combat aussi ce projet. «Nous tenons à notre formation de généralistes. Or, on ne peut pas faire, en trois ans, un cursus qui permette d'enseigner toutes les matières dans tous les cycles (ndlr: élémentaire, soit 4-8 ans, et moyen, soit 8-12 ans)» expose Francesca Marchesini, sa présidente.

Père du projet, le député PLR Jean Romain le défend. «Nous sommes le seul canton à former en quatre ans. Il faut mettre l'accent sur la pratique. La vraie formation, c'est le terrain.» Il propose donc une formation pour tous en trois ans, et une formation en emploi pour ceux qui désireraient changer de cycle en cours de route.

Quant à savoir, dans le cas où son projet de loi passait, si la future formation devrait rester en mains universitaires ou migrer dans une Haute Ecole pédagogique (HEP), comme dans le canton de Vaud par exemple, il joue l'apaisement. Il préfère le modèle HEP, «mais on a une histoire, à Genève. Donc, laissons ça à l'Université.»